

Unité départementale du Littoral  
Rue du pont de Pierre  
CS60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 23/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **OPALE CARRIERES SARL**

2089 Route de Béthune  
62136 Lestrem

#### Références :

H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\05\_CARRIERES\Carrières C3\OPALE  
CARRIERES\_Tingry\_0007003294\2\_Inspections\2024 12 05 cessation partielle  
Code AIOT : 0007003294

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement OPALE CARRIERES SARL implanté LA GLORIETTE ROUTE DE VERLINCTHUN 62830 Tingry. L'inspection a été annoncée le 22/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de la DREAL et dans le contexte particulier de la demande d'autorisation de poursuite d'exploitation de la carrière. Dans son dossier de demande d'autorisation, l'exploitant indique que certaines parcelles sont remises en état, ou sont en cours de remise en état. L'exploitant souhaite faire sortir ces parcelles de son périmètre d'exploitation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OPALE CARRIERES SARL
- LA GLORIETTE ROUTE DE VERLINCTHUN 62830 Tingry
- Code AIOT : 0007003294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Opale Carrière exploitait une carrière de sablon et d'argile sur le territoire de la commune de Tingry depuis 2004. Son exploitation était encadrée par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation

d'exploiter délivré le 14 avril 2004. L'Autorisation est échue depuis le 14/04/2024. L'activité relève de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Un nouveau dossier de demande d'autorisation a été déposé le 22/03/2024 et, est en cours d'instruction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 14/04/2004, article 7	Sans objet
2	ETAT FINAL	Arrêté Préfectoral du 14/04/2004, article 11	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1	Sans objet
4	Usage futur	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-2	Sans objet
5	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre à monsieur le préfet son dossier de cessation pour les parcelles dont l'exploitation est terminée et qui vont sortir du périmètre d'autorisation du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Aménagements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2004, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Ecrans boisés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le début de l'exploitation, l'exploitant met en place ou complète les écrans boisés selon les linéaires suivants repérés sur le plan en annexe 2: points A à Q, points 21 à D, points N à la zone boisée à proximité. Ces écrans boisés sont aménagés conformément aux propositions de plantations élaborées par le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale jointes en annexe 5.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Des écrans boisés sont présents sur les linéaires suivants, repérés au plan en annexe 2 le d'arrêté préfectoral d'autorisation :</p> <p>points A à Q, points 21 à D, points N à la zone boisée à proximité.</p> <p><b>L'exploitant s'assurera que ces écrans boisés sont aménagés conformément aux propositions de plantations élaborées par le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale jointes en annexe 5 de son AP. Pour cela, il prendra attache auprès du Parc Naturel régional pour valider ses aménagements et en rendra compte à l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : ETAT FINAL

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2004, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, cessation partielle</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>11-1 : Elimination des produits polluants en fin d'exploitation En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés par des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe à l'exploitant de justifier de ces conditions de valorisation et/ou d'élimination.</p> <p>11-2 : Remise en état L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511 du Code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au-delà du délai de 19 ans et 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comporte les principales dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mise en sécurité des fronts de taille par purge de tout élément instable, talutage des fronts à une pente de 45 ° (mesurés à compter de l'horizontale), nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après remise en état du site, remblayage de l'excavation par des matériaux inertes selon les modalités ciaprès, nivellement puis régilage sur une épaisseur minimale de 0,5 m, des terres végétales de découverte ou rapportées et nivellement final, insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.</li> </ul> <p>11-3 : Remblayage de carrière Le remblayage de la carrière ne doit nuire ni à la qualité des eaux superficielles et souterraines, ni à leur bon écoulement. Il ne peut avoir lieu que sur les parcelles constitutives du périmètre PE visé à l'article 1. I..</p>

#### 11-3-1 - Nature et classement des matériaux admis

Pour le remblayage, l'exploitant n'est autorisé à utiliser que les matériaux ci-après :

- soit des minéraux naturels,
- soit les déchets suivants (dont les caractères minéral et inerte devront être établis.)

(cf tableau)

#### 11-3-2 - Matériaux et déchets interdits

Sont interdits tous matériaux et déchets autres que ceux listés ci-dessus.

#### 11-3-3 - Déchargement et régala

Les matériaux et ou déchets de remblayage ne sont pas bennés directement en fond de fouille. Avant enfouissement, ils subissent un examen visuel et un tri qui permettent de déceler les éléments indésirables (bidons, fûts, ferrailles, plastiques, bois.. ). Ils sont ensuite régalaés en couche mince par un engin approprié.

Une benne pour la récupération des refus est présente sur le site.

#### 11-3-4 - Recours à des matériaux et ou déchets exogènes

Si l'exploitant recourt, pour le remblayage, à des matériaux et ou déchets non produits dans le périmètre autorisé PA, il s'assure que ces déchets répondent aux exigences d'admissibilité citées à l'article 11-3-1.

#### 11-3-5 - Réception de matériaux et ou déchets

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, leur codification selon l'article 11-3-1 et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

#### 11-3-6 - Comptabilité des matériaux et ou déchets

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés ainsi que l'identité du transporteur. L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

#### **Constats :**

Dans son dossier de demande d'autorisation de poursuivre l'exploitation de la carrière de sablon et d'argile qu'elle exploite sur la commune de Tingry, l'exploitant indique que certaines parcelles sont en fin d'exploitation. L'exploitant souhaite faire sortir ces parcelles du périmètre de la carrière et faire une rétrocession aux propriétaires.

Dans le cadre de la fin d'exploitation des parcelles 23, 24, 26, 27, 38, 39, et 40, et de leur remise en état, l'exploitant doit justifier du respect des articles 11-1 à 11-3-6 de son arrêté d'autorisation. Le respect de ces prescriptions seront notamment développées dans son dossier de cessation d'activité.

Le dossier de remise en état doit en outre respecter les dispositions des articles R 512-39-1 à 3 du CE repris en points de contrôles ci après.

L'inspection précise que la parcelle 39 doit être remise en état au même titre et dans les mêmes conditions que les autres parcelles et qu'aucune activité autre que la remise en état ne peut être exercée sur celle-ci avant sa sortie du périmètre d'autorisation

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Cessation d'activité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification et mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R512-39-1  Modifié par Décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 - art. 37 I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.
<b>Constats :</b>  Conformément aux prescriptions ci-dessus, l'exploitant doit notifier au préfet, la date d'arrêt d'exploitation avec la liste des terrains concernés, et les mesures de mise en sécurité. L'exploitant fait attester de la mise en œuvre de la mise en sécurité par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués et transmettra l'attestation à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Usage futur

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Détermination de l'usage futur
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A. II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par

la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.

V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.

A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

#### **Constats :**

Conformément aux prescriptions ci-dessus, l'exploitant doit transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmettra dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Mémoire de réhabilitation**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-3

**Thème(s) :** Situation administrative, Mémoire de réhabilitation

## Prescription contrôlée :

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site, compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site.

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;

2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;

3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;

4° L'attestation prévue à l'avant-dernier alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes



alinéas.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

II.- Le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut accord sur les travaux et les mesures de surveillance des milieux proposés par l'exploitant. Pendant ce délai, le préfet peut demander des éléments complémentaires d'appréciation par décision motivée. Le délai est alors suspendu jusqu'à réception de ces éléments.

Par dérogation au précédent alinéa, lorsque l'exploitant propose de déroger au principe de la suppression des pollutions concentrées, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut rejet.

En tenant compte des éléments fournis en application du I, le préfet peut arrêter, dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions encadrant les travaux de réhabilitation, les mesures de surveillance des milieux et les restrictions d'usages nécessaires pendant la durée de ces travaux. Ces prescriptions sont fixées compte tenu du ou des usages déterminés et au regard d'un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable.

III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du

ministre chargé de l'environnement.

La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire.

L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.

Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6.

**Constats :**

Conformément aux prescriptions du code de l'environnement, l'exploitant transmettra au préfet un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.

Le mémoire de réhabilitation sera accompagné d'une attestation sur l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et d'une attestation travaux délivrées par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.

**Type de suites proposées :** Sans suite